Climat : Meles Zenawi "sape" les positions de l'Afrique

@rib News, 16/12/2009 â€“ Source AFPLa coalition d'ONG africaines "Pan-African Climate Justice Alliance" a vivement dÃ©noncÃ© l'appel sur le climat publiÃ© mardi par le prÃ©sident franÃ§ais Nicolas Sarkozy et le Premier ministre Ã©thiopien Meles Zenawi, jugeant que ce dernier cherchait Ã vendre l'Afrique et "sapait" le travail des nÃ©gociateurs africains."Nous condamnons l'appel de Meles Zenawi et du prÃ©sident franÃ§ais Nicolas Sarkozy. Avec un tel document, le Premier ministre Meles Zenawi sape les positions courageuses de nos nÃ©gociateurs et de nos ministres prÃ©sents (Ã la confÃ©rence climat de Copenhague) et menace l'avenir de l'Afrique", indiquent les ONG dans un communiquÃ© intitulÃ© "L'Afrique ne sera pas vendue".
Elles reprochent notamment Ã la dÃ©claration de viser un rÃ©chauffement de 2Â°C maximum par rapport Ã l'Ã¨re prÃ©industrielle "qui se traduirait par une hausse des tempÃ©ratures de +3,5Â°C sur le continent africain, menaÃ§ant la vie de centaines de millions de gens, dont le peuple Ã©thiopien".Soulignant qu'Ã ce stade de la nÃ©gociation, seule une aide globale de 10 milliards de dollars sur trois ans, dÃ¨s 2010, semble garantie aux pays les plus vulnÃ©rables, la coalition conclutÂ : "Si le Premier ministre (Ã©thiopien) veut vendre les vies et les espoirs des Africains pour une bouchÃ©e de pain, libre Ã lui. Mais ce n'est pas la position de l'Afrique", insiste Mithika Mwenda, l'un des responsables.Enfin, les militants condamnent les tactiques visant Ã "diviser pour mieux rÃ©gner engagÃ©es par la France et d'autres".Dans un appel commun publiÃ© mardi, la France et l'Ethiopie, "reprÃ©sentant l'Afrique", selon les termes du communiquÃ©, demandent "une rÃ©duction de 50% des Ã©missions globales de CO2 en 2050 par rapport Ã 1990"."Nous sommes d'accord sur les chiffres de rÃ©duction, l'objectif d'obtenir que l'augmentation de la tempÃ©rature ne soit pas supÃ©rieure aux 2 degrÃ©s", a dÃ©clarÃ© Sarkozy Ã l'issue d'un dÃ©jeuner avec M. Zenawi, soulignant que l'Europe et l'Afrique Ã©taient "sur la mÃªme ligne politique".Les Etats de l'Union africaine ont acceptÃ© de faire de Meles Zenawi leur "nÃ©gociateur en chef" Ã Copenhague, afin de parler d'une seule voix et tenter d'avoir plus de poids aux nÃ©gociations sur le rÃ©chauffement de la planÃ¨te dont l'Afrique est la premiÃ¨re victime.Texte commun France-Afrique avec objectifs chiffrÃ©sLa France et l'Afrique ont publiÃ© mardi un texte commun sur la confÃ©rence de Copenhague incluant des objectifs chiffrÃ©s sur la limitation Ã 2 degrÃ©s de la hausse de tempÃ©rature et sur le financement, a annoncÃ© Nicolas Sarkozy avec le Premier ministre Ã©thiopien Meles Zenawi.Selon eux, l'accord de Copenhague "sera applicable immÃ©diatement"."Nous allons vous donner un texte commun. Avec le coordonnateur de l'Afrique sur toutes les questions de Copenhague, nous sommes d'accord sur les chiffres de rÃ©duction, l'objectif d'obtenir que l'augmentation de la tempÃ©rature ne soit pas supÃ©rieure aux 2 degrÃ©s" (par rapport Ã l'Ã¨re prÃ©-industrielle), a dÃ©clarÃ© M. Sarkozy Ã l'issue d'un dÃ©jeuner Ã l'ElysÃ©e avec M. Zenawi."Nous somm d'accords sur le fast start, les 10 milliards de dollars" par an pour aider les pays Ã©mergents, a-t-il poursuivi."Un tel enjeu pour la planÃ¨te est tellement important qu'une alliance entre l'Afrique et l'Europe est absolument cruciale, c'est le discours que je vais tenir avec M. Obama", a ajoutÃ© le chef de l'Etat franÃ§ais.Nicolas Sarkozy a Ã©galement annoncÃ© qu'une confÃ©rence tÃ©lÃ©phonique Ã©tait prÃ©vue mardi aprÃ¨s-midi entre lui et le prÃ©sident amÃ©ricain Barack Obama, la chanceliÃ¨re allemande Angela Merkel et le Premier ministre britannique Gordon Brown pour faire le point des nÃ©gociations de Copenhague.Dans leur "appel commun pour un "accord ambitieux Ã Copenhague", le chef de l'Etat et le Premier ministre Ã©thiopien, porte-parole des 51 pays africains pour les discussions sur le rÃ©chauffement climatique, demandent "une rÃ©duction de 50% des Ã©missions globales de CO2 par rapport Ã 1990".Ce chiffre est conforme Ã ce que recommande le Groupe intergouvernemental d'Ã©tude climatique (GIEC), ce qui avait Ã©tÃ© acceptÃ© par les pays industrialisÃ©s, rÃ©unis Ã L'Aquila (Italie) en juillet dernier.Ils demandent Ã©galement l'adoption d'un fonds "fast start", dotÃ© d 10 milliards de dollars par an, pour 2010, 2011 et 2012, afin de "financer les actions d'adaptation et d'attÃ©nuation, y compris la lutte contre la dÃ©forestation, principalement dans les pays pauvres et vulnÃ©rables".Lors d'une rencontre au sommet du Commonwealth Ã Trinidad, le 27 novembre, Nicolas Sarkozy et Gordon Brown Ã©taient tombÃ©s d'accord sur ce chiffre "auquel les Etats-Unis doivent contribuer", a prÃ©cisÃ© M. Sarkozy. "Nous avons besoin que les Etats-Unis donnent leur accord au fast start. Le prÃ©sident Obama a parlÃ© de ses liens avec l'Afrique, c'est l'occasion de le montrer", a-t-il ajoutÃ©.A partir de 2013, "les financements disponibles devront Ãªtre prÃ©visibles et additionnels", c'est-Ã -dire qu'ils s'ajouteront Ã l'aide au dÃ©veloppement, indique le texte de l'appel. Paris et Addis-Abeba appellent, en particulier, Ã "la crÃ©ation d'une taxe sur les transactions financiÃ¨res internationales".Enfin, la France et l'Afrique appellent Ã "une rÃ©forme ambitieuse de la gouvernance mondiale". Selon MM. Sarkozy et Meles Zenawi, "la confÃ©rence de Copenhague offre une occasion historique de lancer un processus conduisant Ã la mise en place d'un organisation mondiale de l'Environnement"."L'Europe et l'Afrique sont sur la mÃªme ligne politique", s'est fÃ©licitÃ© M. Sarkozy. A Copenhague, "on y va ensemble", a-t-il insistÃ©. "Il n'y aura pas d'accord mondial qui n'inclut pas l'Afrique", a de son cÃ´tÃ© prÃ©venu Meles Zenawi.